

53. VREDE, le 22, Février 1811.

FRIDAG, den 22 van Sprokkelmaand 1811. N°. 53.

IN T E R I E U R.

BINNENLANDSCHE BERIGTEN.

AMSTERDAM, le 21 Février.

AMSTERDAM, den 21 van Sprokkelmaand.

Maitre des requêtes, comte de l'empire, membre de l'académie d'honneur, préfet du département de la Zuidersee. L'ordonnance de la lettre qui lui a été adressée, par le maitre des requêtes chargé du service des ponts et chaussées en Hollande, prévient toutes les personnes, qui ont des réclamations à faire, en vertu de l'article 2 du décret impérial, dont l'extrait est joint au présent avis, de présenter leurs réclamations à son maitre des requêtes, dans le délai fixé par ce décret, sous peine de déchéance.

EXTRAIT du décret impérial du 11 janvier 1811.

Au palais des Tuileries, le 11 janvier 1811.

NAPOLEON, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, SEIGNEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN, MÉDIATEUR DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE, etc., etc., etc.

Sur le rapport de notre ministre de l'intérieur;

Le conseil d'état entendu, nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

TITRE PREMIER.

Des schorren.

Les schorren ou terres en avant des polders qui sont par la mer, sont, comme l'air et le sol de la mer, régies par l'article 538 du code Napoléon, des dépenses du domaine public.

Les particuliers, corps ou communautés qui prétendent à des terres de la nature définie par l'article 538 du code Napoléon, des dépenses du domaine public, des Bouches-de-l'Escaut, de la Lys, des Bouches-de-Rhin, seront admis à leur droit sans aucune formalité préalable, et, dans le délai d'un an, à compter de la publication du présent décret, formeront leur demande et ne justifieront de ces droits que par notre maitre des requêtes directeur des polders ou de son préfet de leur département.

Leurs réclamations seront communiquées à l'administration du domaine, et lorsque les titres ne seront pas contestés, ils seront admis par un arrêté du maitre des requêtes.

Le présent arrêté sera soumis à l'approbation de notre ministre de l'intérieur.

En cas de contestations, elles seront portées devant la Cour impériale, pour y être définitivement statué dans l'année, sur les conclusions de notre procureur-général, comme il est pratiqué pour les affaires domaniales.

TITRE II.

TITRE VI.

Dispositions générales et spéciales.

Le, etc.

Les dispositions du titre Ier sont applicables aux dépenses du département de la Zuidersee, des Bouches-de-la-Meuse, des Bouches-de-l'Escaut, de la Lys, de l'Ems-Occidental et de l'Ems-Oriental.

L'administration et l'entretien des polders continueront pour le présent d'avoir lieu, dans les dits départements ainsi qu'il a été réglé chapitre VI, titre V, de notre décret du 18 mai 1810.

Notre, etc.

(signé,)

NAPOLEON.

Par l'EMPEREUR:

Le ministre secrétaire d'état.

(signé,)

H. B. duc DE BASSANO.

Pour copie conforme:

Le maitre des requêtes chargé du service des ponts et chaussées dans les départements de Hollande, J. VAN DEN HOUTE.

Amsterdam, le 19 février 1811.

Comte DE COLLE.

DE rekwestmeester, graaf des rijks, lid van het legioen van eer, prefekt van het departement van de Zuiderzee. Informé, ten gevolge van een bij hem ontvangen missive, van den rekwestmeester, belast met den dienst der bruggen en wegen in Holland, een ieder, die eenige reclames heeft te maken te kunnen inbrengen, - krachtens artikel 2 van het keizerlijk decreet, waarvan een extract bij deze bekendmaking is gevoegd, dat hunne reclames aan hem prefekt behooren te worden ingezonden, binnen den tijd, bij het voorsz. decreet bepaald, op penz van, van hun regt verstoken te zullen zijn.

EXTRACT uit het keizerlijk decreet van den 11den van Iouwmaand 1811.

In het paleis der Tuileries, den 11 van Iouwmaand 1811.

NAPOLEON, KEIZER DER FRANSCHEN, KONING VAN ITALIË, BESCHERMER VAN HET RIJNVERBOND, BEWILDELAAR VAN HET ZWITSERSCH BONDGENOOTSCAP, enz., enz., enz.;

Op het rapport van onzen minister van binnenlandse zaken;

Onzen staatsraad gehoord;

Hebben wij gedecreteerd en decreteren bij dezen het volgende:

EERSTE HOOFDSTUK.

Over de schorren.

Art. 1. De schorren, of gronden buiten dijke gelegen, welke door den vloed al of niet bedekt worden, en door het water van de zee aan toe- of afnemig onderhevig zijn, zijn, volgens de bepalingen van art. 538 van den code Napoléon, tot de publieke domeinen behoorende.

2. Alle particulieren, corporation, of gemeenschappelijke bezitters, die eenig regt of aanspraak zouden vermeenen te hebben, op zoodanige gronden als in art. 1 omschreven zijn, en gelegen zijn in de departementen van de Schelde, van de Lys, van de Beide Nethen, van de Monden van de Schelde, en van de Monden van den Rijn, zullen van hun regt verstoken zijn, zonder eenige vooraangaande formaliteit, bijaldien zij binnen den loop van een jaar, te rekenen van de bekendmaking van het tegenwoordig decreet, zich met hunne verzoeken niet aanmelden bij, en hun regt van eigendom bewijzen aan onzen rekwestmeester-directeur der polders of aan den prefekt van hun departement.

3. Hunne reclames zullen aan de administratie der domeinen worden medegedeeld, en wanneer hun regt niet betwist zal worden, zal hetzelfde, door een besluit van den rekwestmeester worden erkend.

Het voorsz. besluit zal aan de goedkeuring van onzen minister van finantiën onderworpen zijn.

4. In geval van betwisting, zal de zaak gebragt worden voor het keizerlijk hof, om aldaar binnen het jaar, op den eisch en conclusie van onzen procureur-generaal, finaal te worden afgedaan, op den voet als gebruikelijk is omtrent de domaniale zaken.

IIde HOOFDSTUK.

De, enz.

Vide HOOFDSTUK.

Algemeene en bijzondere bepalingen.

De, enz.

43. De bepalingen, vervat in het eerste hoofdstuk, zijn toepasselijk op de departementen van de Zuiderzee, van de Monden van de Maas, van de Monden van den IJssel, van Vriesland, van de Ooster-Eems en van de Wester-Eems.

De beheering en het onderhoud der polders zullen voor het tegenwoordig voortgaan, in de voorsz. departementen, zoo als zulks bepaald is geworden bij hoofdstuk VI, van den Vademecum, tel, van ons decreet van den 18den van wijvmaand 1810.

44. Onze, enz.

(geteekend,)

NAPOLEON.

Van wege den KEIZER:

De minister secretaris van staat.

(geteekend,)

H. B. hertog VAN BASSANO.

Voor eenaluidend afschrift:

De rekwestmeester, gechargeerd met den dienst van bruggen en wegen in de departementen van Holland, J. VAN DEN HOUTE.

Amsterdam, den 19 van sprokkelmaand 1811.

Graaf DE COLLE.

Le maître des requêtes, comte de l'empire, membre de la légion d'honneur, préfet du Zuiderzee;

Considérant que l'organisation des compagnies de canonnières garde-côtes, ordonnée par le décret impérial du 19 septembre dernier, n'a pas été complétée avec toute la promptitude qu'exigeait l'importance de ce service:

Voulant faire disparaître les obstacles qui ont entravé jusqu'à présent les mesures qui ont été prises à cet effet.

Après s'être concerté avec M. le colonel *Balthus*, baron de l'empire, commandant l'artillerie en Hollande, et avec monsieur *le Vasseur*, colonel-directeur d'artillerie, à Amsterdam,

## A R R E T E :

Art. 1<sup>er</sup>. La répartition du contingent des canonnières garde-côtes à fournir par les communes qui doivent y concourir, est fixée conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Les hommes qu'elles ont déjà fournis jusqu'à ce jour seront déduits de leurs contingens respectifs.

2. L'île de Texel complètera sa compagnie le 1<sup>er</sup> mars prochain et fournira son contingent sur la population de l'île même.

La compagnie n<sup>o</sup>. 133, du Helder, sera complétée le 5 du même mois.

La compagnie n<sup>o</sup>. 134, aussi du Helder, sera complétée le 8.

La compagnie n<sup>o</sup>. 135, de Medemblik, sera complétée le 12.

La compagnie n<sup>o</sup>. 136, d'Amsterdam, sera complétée le 1.

3. La levée de ces diverses compagnies sera faite par les maires des communes respectives, suivant les instructions de monsieur le maître des requêtes, baron de l'empire, intendant de l'intérieur en Hollande, lesquelles leur ont été transmises par la disposition de monsieur le préfet provisoire du département du Zuiderzee, en date du 7 du présent mois (lettre B); en conséquence, les canonnières garde-côtes doivent être âgés de 25 à 45 ans, ne pas avoir moins de cinq pieds un pouce, être exempts de toute infirmité, et propres à faire un bon service.

4. Le service de canonnières garde-côtes étant une charge locale, il est bien entendu que la faculté du remplacement accordée aux habitants est subordonnée à l'obligation de fournir des hommes sains, bien constitués, et d'une moralité reconnue; que l'habitant désigné pour ce service est responsable de son remplaçant, et qu'il devra se faire remplacer de nouveau, qu'il sera sur le champ mis lui-même en activité, si son remplaçant est renvoyé, attendu qu'il ne cesse d'en être responsable qu'après le terme de cinq ans, assigné pour son service personnel.

5. Les hommes qui sont désignés par la voie du sort, doivent, ainsi que leurs remplaçans, avoir un domicile connu dans la partie de l'arrondissement littoral où ils sont classés.

6. Les maires ou les agens municipaux qui en tiennent lieu provisoirement, sont tenus, sur leur responsabilité personnelle, de compléter le contingent de leurs communes, jusqu'à ce que tous les hommes qu'ils doivent fournir soient acceptés. Ils désigneront à cet effet, conformément aux instructions de monsieur l'intendant de l'intérieur, insérées dans la disposition de monsieur le préfet provisoire, mentionnée article 3, un nombre de suppléans égal à celui du contingent de leur commune.

7. Si, contre toute attente, il s'élevait des contestations entre les maires et les officiers chargés de la réception des canonnières garde-côtes relativement aux qualités requises pour l'admission de ces derniers ou de leurs remplaçans, il en sera référé au préfet qui en décidera de concert avec monsieur le colonel *Balthus*, commandant-en-chef de l'artillerie en Hollande, et monsieur *le Vasseur*, colonel-directeur d'artillerie, à Amsterdam.

8. Le préfet rappelle à tous ceux qui doivent concourir au complettement des compagnies, que les canonnières garde-côtes font partie de la garde nationale, et qu'en conséquence, ils peuvent, lorsque le service le permet, obtenir des congés provisoires pour vaquer à leurs affaires, et même être renvoyés dans leurs foyers, avec la seule obligation d'être soumis à quelques revues ou service momentanés.

9. Le préfet croit devoir rappeler également que la désertion des canonnières garde-côtes est punie selon toute la sévérité des lois militaires.

Le présent sera traduit en hollandais, publié et affiché dans les deux langues partout où besoin sera, à la diligence de monsieur le sous-préfet de Hoorn, ainsi que de messieurs les maires des communes désignées dans le tableau ci-joint.

Ainsi fait et arrêté, à Amsterdam, le 18 février 1811.

Comte DE CERLERS.

De rekwestmeester, graaf des rijks, lid van het legioen, prefekt van het departement van de Zuiderzee;

In aanmerking genomen hebbende, dat de organisatie van de compagnies kanonnières-kustbewaarders, vastgesteld bij het koninklijk decreet van den 19den van herfstmaand 11, niet met de volbragt is geworden, die het gewigt van dien dienst vereist.

En uit den weg willende ruimen de hindernissen, welke toe aan de maatregelen, hieromtrent genomen, in den weg staan hebben.

Na met den heer kolonel *Balthus*, baron des rijks, commandant-en-chef van de artillerie in Holland, en met den heer *le Vasseur*, kolonel der artillerie, te Amsterdam, hieromtrent eengekomen te zijn,

## B E S L U I T :

Art. 1<sup>o</sup>. De aanwijzing van het contingent kanonnières-waarders der gemeenten, die hier in moeten dragen, is bevestigd overeenkomstig het achter dit besluit gevoegde tableau.

De manschappen, die zij reeds geleverd hebben tot dien toe, zullen in mindering strekken van hun respectief contingent.

2. Het eiland Texel zal deszelfs compagnie voltallig maken, met den 1sten van lentemaand aanstaande, en zal het contingent moeten vinden uit de bevolking van het eiland.

De compagnie n<sup>o</sup>. 133, van den Helder, zal op den 5den maand gecompleteerd moeten zijn.

De compagnie n<sup>o</sup>. 134, almede van den Helder, zal op den 8den maand gecompleteerd moeten zijn.

De compagnie n<sup>o</sup>. 135, van Medemblik, zal op den 12den zelfde maand voltallig moeten zijn.

De compagnie n<sup>o</sup>. 136, van Amsterdam, zal op den 1sten lentemaand moeten gecompleteerd zijn.

3. De ligting der onderscheiden compagnies zal door de der respectieve gemeenten moeten geschieden, volgens de bevelen van den heer rekwestmeester, baron des rijks, commandant van binnenlandsche zaken in Holland, welke aan hem gezonden zijn, bij de circulaire-missive van den heer provisorisch prefekt van het departement van de Zuiderzee, in dato 7 (lett. B); dien ten gevolge zullen de kanonnières-kustbewaarders den ouderdom van 25 tot 45 jaren moeten hebben, niet langer dan vijf voet en een duim, (vijf voeten twee duimen rijen groot mogen zijn, en bevrijd moeten zijn van alle kwalige lichaams-gebreken, en behoorlijk geschikt zijn tot den dienst.

4. De dienst der kanonnières-kustbewaarders een plaats zijnde, moet men in het oog houden, dat de vrijsche plaatsvervangers te mogen gebruiken, aan de ingezetenen bekend, onderworpen is aan de verplichting om manschap te ren, die gezond, van een goed lichaamsgestel en van een onberispelijk gedrag zijn. De persoon, welke tot dien dienst het lot is aangewezen, is verantwoordelijk voor zijn vervanger, almede gehouden, zich op nieuw te laten uitschrijven, zullende anderszins dadelijk in persoon in activiteit worden, indien degeen, dien hij in zijne plaats mocht vervangen, terug gezond moet worden, en zulks niet eerder hij niet eerder ophoudt verantwoordelijk voor denzelfden, dan na verloop van vijf jaren, welke voor zijnen peerdienst bepaald zijn.

5. De manschap, die door middel van het lot aangewezen zullen zijn, moeten, even als hunne plaatsvervangers, een bekende woonplaats hebben in dat gedeelte van hun kustarrondissement, waartoe dezelve behooren.

6. De maires of de leden der municipaliteiten, die al provisioneel fungeren, zijn gehouden op hunne persoonlijke woordelijkheid, om het contingent voor hunne gemeente te maken, tot dat alle de manschap, die zij moeten leveren, zullen aangenomen zijn; te dien einde zullen zij overeenkomstig de instructien van den intendant van binnenlandsche zaken, ingevoegd in de dispositie van den provisionelen prefekt, meld hier boven in art. 3, een gelijk getal plaatsvervangers aan het contingent der gemeente door het lot bepalen.

7. Indien tegen alle verwachting aan, eenig verschil ontstaat tusschen de maires en de officieren, belast met de aanwijzen der kanonnières-kustbewaarders, met opzigt tot de eischte hoedanigheden tot het kunnen aannemen der laatste, den of van derzelver plaatsvervangers, zal men zich moeten wenden tot den prefekt, die daaromtrent zal beslissen, gezamenlijk met den heer kolonel *Balthus*, commandant-generaal van de artillerie in Holland, en den heer *le Vasseur*, kolonel van de artillerie te Amsterdam.

8. De prefekt herinnert aan een iegelijk, die tot het vervullen der compagnies moet medewerken, dat de kanonnières-kustbewaarders een deel uitmaken der nationale garde, dien ten gevolge, indien de dienst het toelaat, aan hunne provisioneel verlof kan worden toegestaan, ten einde hunne zaken te verrigten, en dat zij zelfs terug kunnen gerouwen worden in hunne haardsteden, onder de verplichting alleen te zijn aan eenige revues of momentane diensten onderworpen.

9. De prefekt vermaant, te gelijker tijd te moeten herinneren dat de desertie der kanonnières-kustbewaarders gestraft wordt volgens de geheele strengheid der militaire wetten.

Het tegenwoordig besluit zal in de beide talen gepubliceerd en geaffigeerd worden, ter plaatse waar zulks noodig en gebruikelijk zal zijn.

De heer onder-prefekt van het arrondissement Hoorn, en de heeren maires der gemeenten, op het hier nevens gevoegd tableau vermeld, zijn met de zorg hier voor, tevens veel hem aangaat, belast.

Aldus gedaan en gearresteerd, te Amsterdam, den 18den sprokkelmaand 1811.

Graaf DE CERLERS.



# CONTINGENT DER ONDERSTAANDE GEMEENTE-BESTUREN.

IN AMSTERDAM,

TE MEDEMBLIK,

COMPAGNIE N<sup>o</sup> 136.

COMPAGNIE N<sup>o</sup> 135.

Amsterdam 196 man.

Aardewoud 1 man.

Abbekerk 2

Avenhorn 1

Beets 1

Bemingsbroek 1

Berkhout 1

Binnewijzend 1

Bogen-Carspel 4

Esthuizen 1

Grotebroek 1

Groothuizen 1

Hauwert 2

Hem 2

Hoog-Carspel 2

Hoorn 31

Lambertschied 1

Lutjebroek 2

Amstijk 8

Medemblik 12

Mitwoud 1

Nibbixwoud 1

Oosterblikker 2

Oostwoud 1

Opperdoes 2

Oudendijk 2

Scharwoude 1

Schellinghout 2

Sibecarspel 2

Tijst 3

Venhuizen 5

Wervershoof 2

119 man.

AAN DEN HELDER,

AAN DEN HELDER,

COMPAGNIE N<sup>o</sup> 134.

COMPAGNIE N<sup>o</sup> 133.

Huigenwaard 4 man.

Huisduinen en de Helder 12

Hoopwoud 4

Haringhuizen 1

Koedijk, enz. 3

St. Maarten 1

Valkeog 1

Eenigenburg 1

Nieuwe Niedorp 4

Oude Niedorp 4

Middelie 2

Obdam 2

Otterleek 1

Ond-Carspel 3

Ondorp 1

St. Pancras 1

Oosthuizen 2

Opmeer 1

Petten, enz. 1

Parmerende 14

Quadijk 1

Rijp 8

Schagen 7

Spantroek 3

Noordscharwoude 2

Zuidscharwoude 3

Schermer Noord en Zuid

met Driehuizen 2

Schermerhorn, enz. 2

Schoorl Campen Harger 3

Veenhuizen 1

Warmenhuizen 3

Wieringerwaard 4

Winkel 3

Zijpe en Hazepolder 14

119 man.

Alkmaar 42 man.

Barsingerhorn 4

Colhorn 3

Bergen 3

Beemster 14

Broek op Langendijk 3

Calandsog 1

Egmond Binnen 5

Egmond op Zee 6

Edam 21

Graft 2

Oostgrafdijk 1

Westgrafdijk 2

Noofdeinde 1

Groet 1

Haring-Carspel, enz. 6

Heile en Oesdom 3

Hensbroek 2

119 man.

Le maître-des-requêtes, comte de l'empire, membre de la légion d'honneur, préfet du département du Zuiderzée, après la lettre qui lui a été adressée par M. le baron d'Alphonse, maître-des-requêtes, intendant de l'intérieur en Hollande, informe MM. les maires et les administrations locales de ce département, qu'à l'avenir ils auront à correspondre avec lui et non pas avec M. l'intendant de l'intérieur pour toutes les affaires administratives qui entrent dans leurs attributions.

Amsterdam, le 19 février 1811.

Comte DE CELLES.

De staatsraad, ridder van het rijk, officier van het legioen van eer, intendant-generaal der finantien en van de publieke schatting in Holland, brengt, bij deze, ter kennis van allen dien aangaat, dat hij, volgens art. 1 van het algemeen reglement der vrijdommen van briefporten, in zijne qualiteit, het genot van eenen onbepaalden vrijdom van port van alle brieven en pakketten, die hem met de publieke post worden toegezonden. Thans zal een iegelijk, het zij geconstitueerde autoriteit of ambtenaar, die eenige brieven of pakketten aan den staats-intendant-generaal in zijne qualiteit te verzenden heeft, deze aan hem, bij uitsluiting alken met de publieke post, bezorgen af te zenden; terwijl voortaan geen brief of pakket bij de generale intendant der finantien, of eenige der hoofdambten, of bureau, van dezelve behoorende, zal aangenomen worden, indien dezelve langs eenen anderen weg dan met de publieke post wordt aangebragt, of niet vrij is van alle bezwaar of port, wordende te dezen aanzien gehandeld de vroeger aangegeven advertentie en dus eeniglijk uitgezonderd die gevallen, in de brievenpost zich met geene volumineuse pakketten te mogen of kunnen belasten.

Thans voorts, alle brieven of pakketten tot 's rijks dienst behorende, welke aan eenige der hierna genoemde administratieve ambtenaren, tot de voorschrevene generale intendant behoorende, worden ingezonden, behooren te zijn geadresseerd: de generale intendant der finantien en der publieke schatting in Holland, en ter zijde in duidlijk karakters op het adres te worden ingezonden, of de ambtenaar, wien de brief is geadresseerd, of tot wiens bijzonder vak zoogenaamd brief of pakket behoort, waaronder in eene schuinsche rigting de naam van den afzender moet worden uitgedrukt; tergevele brieven of pakketten, 's rijks dienst behorende, en op de voorschrevene wijze geadresseerd, en anders dan de publieke post komende, bij de bedoelde administratie of ambtenaren zullen aangenomen worden.

De brieven of pakketten, geadresseerd aan den directeur der domeinen, den heer van Bernuth;

zij alle de stukken, welke aan de hoofd-commissie der

BEKENDEMAKING.

De rekwestmeester, graaf des rijks, lid van het legioen van eer, prefekt van het departement van de Zuiderzée, brengt, ten gevolge eener bij hem ingekomen missive van den heere baron d'Alphonse, rekwestmeester, intendant van binnenlandsche zaken, bij deze, ter kennis van de heeren maires en plaatselijke besturen in dit departement, dat zijlieden, in het vervolg, geene briefwisseling moeten houden met den heer intendant van binnenlandsche zaken, over administratieve zaken in huide betrekkingen voorkomende, maar zich daar over aan den prefekt moeten adresseren.

Amsterdam, den 19den van sprokkelmaand 1811.

Graaf DE CELLES.

verponding thans administratie van het cadaster in de hollandsche departementen, of aan derzelver president, thans keizerlijke commissaris van het cadaster, worden verzonden;

Wijders alle de stukken, geadresseerd aan den secretaris-generaal der intendant;

Aan den chef der centrale comptabiliteit;

Aan den payeur der generale intendant;

Almede:

Aan den inspecteur-generaal der belastingen;

Aan den inspecteur-generaal van de administratie en surveillance der belastingen;

Aan den chef van het departement van remissien en distributie van het collectief zegel;

Aan den chef van de contrôle der belastingen;

Aan den chef van de contrôle van het regtop de successien;

Voorts:

Aan den directeur van het zegel op akten en patenten;

Aan den directeur van het zegel op de speelkaarten;

Aan den controleur van 's rijks gebouwen;

Aan den heer Poelman, gechargeerd met de surveillance over de gouden en zilveren werken en de keurkamers,

Zullen midsdien, invoege voorschreven, onder het adres van de generale intendant behooren te worden afgezonden, om dadelijk na het arrivement van de post aan de voornoemde hoofdambten te worden gedistribueerd.

De ontvangers, welke maand- of week- staten aan de generale intendant inzenden, zullen almede gehouden zijn, op de aangewezen plaats het woord maand- staten te stellen.

Alverder wordt een ieder van 's rijks ambtenaren gewaarschuwd, om in de voorschreven brieven of pakketten geene brieven in te sluiten, welke den dienst van het rijk niet betreffen, als mede, dat alle porten voor brieven of pakketten, welke butand zouden worden, uit hoofde van verzuim van dit voorschrift, ten laste van den afzender zullen worden gebragt en aan zijne declaratie of jaarwedde worden gekort.

Eindelijk dient tot nagt van het publiek, dat alle brieven van particuliere personen, gefrankeerd aan den intendant-generaal en aan de opgenoemde ambtenaren moeten worden toegezonden.

Bij het Bureau van den Courier te Amsterdam, den 22. April 1864.